

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 24 avril 2013

Objet n° 4 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mme Cécile Jodogne, MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mohamed Lahlali, Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, M. Frédéric Nimal, Mme Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes Lorraine de Fierlant, Dominique Decoux, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Joëlle Van Zuylen, MM. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Mme Berrin Saglam, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, Conseillers communaux; M. Jacques Bouvier, Secrétaire communal.

ABSENTS: M. Emin Ozkara, Mme Laurette Onkelinx, M. Halis Kökten, Mmes Catherine Moureaux, Isabelle Durant, Conseillers communaux.

#Objet : Taxe sur les immeubles ayant une affectation de bureaux - Exercices 2013 à 2017 – Instauration #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 29 voix contre 13 et 0 abstention(s).

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes communales et provinciales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu les dispositions du titre VII, chapitres 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 du CIR 92 ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu sa délibération du 22 décembre 2010 votant le règlement taxe sur les immeubles ou parties d'immeubles ayant une affectation de bureau pour un terme de 5 ans, expirant le 31 décembre 2015 ;

Revu sa délibération du 27 février 2013 votant le règlement taxe sur les immeubles ayant une affectation de bureaux pour un terme de 5 ans, expirant le 31 décembre 2017 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Vu le rapport du 16 avril 2013 du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

ARRETE :

Article 1

Il est établi pour les exercices 2013 à 2017 une taxe annuelle sur les immeubles ayant une affectation de bureaux.

L'affectation de bureau peut résulter d'une utilisation effective des immeubles à des fins de bureaux ou, à défaut d'une telle utilisation, du permis d'urbanisme .

Est considéré comme utilisé effectivement à des fins de "bureaux", le local affecté :

- soit aux travaux de gestion ou d'administration d'une entreprise, commerciale ou agricole, ou d'un service public ;

- soit à l'activité d'une profession libérale ;

- soit aux activités des entreprises de service intellectuel, en ce compris les activités de production de biens immatériels c'est-à-dire les activités de conception et/ou de production de biens immatériels fondées sur un processus intellectuel ou de communication ou liées à la société de la connaissance (production de biens audiovisuels, de logiciels, studios d'enregistrement, formation professionnelle spécialisée, service pré-presse, call centers,...) ou encore relevant des technologies de l'environnement.

Article 2

La taxe a pour base la surface brute de plancher des immeubles.

Par « surface brute de plancher », on entend la totalité des planchers mis à couvert à l'exclusion des locaux situés sous le niveau du sol qui sont affectés au parcage, aux caves, aux équipements techniques et aux dépôts. Les dimensions des planchers sont mesurées au nu extérieur des murs de façade, les planchers étant supposés continus, sans tenir compte de leur interruption par les cloisons et murs intérieurs, par les gaines, cages d'escalier et ascenseurs.

Article 3

La taxe est due par le propriétaire des immeubles ayant une affectation de bureaux. En cas d'emphytéose ou de superficie, la taxe est due solidairement par le tréfoncier et respectivement, par l'emphytéote et le superficiaire. En cas d'usufruit, la taxe est due solidairement par le nu-propriétaire et l'usufruitier. En cas de copropriété, la taxe n'est exigée des copropriétaires qu'à concurrence de la part de chacun d'eux dans la copropriété.

Article 4

Le taux de la taxe est fixé au 1^{er} janvier 2013 à 14€ par m² de superficie imposable. Ce taux est majoré au 1^{er} janvier de l'année suivante au taux de 2,5% conformément au tableau ci-dessous :

Exercice 2014	Exercice 2015	Exercice 2016	Exercice 2017
14,50€	15,00€	15,50€	16,00€

La taxe est établie sur la base du nombre effectif de mois d'affectation à des bureaux, tout mois entamé comptant toutefois en entier.

Article 5

Sont exonérés du paiement de la taxe :

- les établissements d'enseignement et de soins (hôpitaux, cliniques, polycliniques, dispensaires...) organisés ou subventionnés par les pouvoirs publics pour les surfaces qu'ils utilisent ;
- les surfaces dédiées aux cultes reconnus par le législateur, aux maisons de laïcité ou aux œuvres de bienfaisance ;
- les immeubles ayant une affectation de bureaux et pour lesquels une demande de permis de changement de destination réaliste est introduite en cours d'exercice;
- les premiers 85 m².

Article 6

Pour un exercice d'imposition donné, l'administration communale adresse une formule de déclaration au contribuable que celui-ci est tenu de lui retourner, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année qui donne son nom à cet exercice. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration a l'obligation d'en réclamer une au plus tard le 30 novembre et de la renvoyer dans des modalités identiques à celles citées ci-dessus. Cette déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration, la compléter dûment, la signer et la renvoyer à l'administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, le nouveau formulaire de déclaration sert de base aux enrôlements des exercices ultérieurs successifs et vaut révocation expresse de la formule de déclaration précédente.

Article 7

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet. La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à 50% du droit initialement dû.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours, à compter de la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai le contribuable n'a émis aucune observation qui justifierait l'annulation de cette procédure.

Article 8

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Article 9

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 10

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 11

Le contribuable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit devant le Collège des Bourgmestre et Echevins. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou par son représentant et mentionne les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de six mois, à dater du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 12

Le présent règlement annule la délibération du 27 février 2013 visée dans le préambule et entre en vigueur le 1er janvier 2013.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 24 avril 2013
Le Secrétaire communal,
(s) Jacques BOUVIER

Le Secrétaire communal adjoint,

Marc DERO

Pour expédition conforme
Schaerbeek, le 30 avril 2013



Le Bourgmestre-Président,
(s) Bernard CLERFAYT

Le Bourgmestre
Par délégation :

Denis GRIMBERGHS
Echevin

UITREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 24 april 2013

Voorwerp nr 4 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mevr. Cécile Jodogne, HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mohamed Lahlali, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, H. Frédéric Nimal, Mevr. Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, Dominique Decoux, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle Van Zuylen, HH. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Mevr. Berrin Saglam, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, Gemeenteraadsleden; H. Jacques Bouvier, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Emin Ozkara, Mevr. Laurette Onkelinx, H. Halis Kökten, Mevr. Catherine Moureaux, Isabelle Durant, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Gemeentebelasting op de gebouwen bestemd voor kantoren - Dienstjaren 2013 tot 2017 – Invoering #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 29 stem(men) tegen 13 en 0 onthouding(en).

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk de artikel 117, alinea 1 en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provinciale- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen; in het bijzonder artikels 91 tot 94;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken;

Gelet op de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot en met 10 van WIB 92;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op zijn raadsbesluit van 22 december 2010 betreffende het belastingreglement op de gebouwen of delen van gebouwen bestemd als kantoor voor een termijn van 5 jaar, vervallend op 31 december 2015;

Herziende zijn raadsbesluit van 27 februari 2013 betreffende het belastingreglement op de gebouwen bestemd voor kantoren voor een termijn van 5 jaar, vervallend op 31 december 2017;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 april 2013;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2013 tot 2017 een jaarlijkse belasting gevestigd op de gebouwen bestemd voor kantoren.

De bestemming als kantoor kan het gevolg zijn van het effectief gebruik van de gebouwen als kantoor of, bij ontbreken van dergelijk gebruik, de stedenbouwkundige vergunning.

Er dient te worden verstaan onder “kantoor”, het lokaal bestemd:

- ofwel voor beheers- of bestuurswerken van een bedrijf, commercieel of landbouw, of een openbare dienst;
- ofwel voor de activiteit van een vrij beroep;
- ofwel voor de activiteiten van de bedrijven van intellectuele diensten, inbegrepen de activiteiten van productie van immateriële goederen zoals de conceptieactiviteiten en/of de productie van immateriële goederen die berusten op een intellectueel of een communicatieproces of gebonden aan de kennismaatschappij (productie van audiovisuele goederen, van software, opnamestudio's, gespecialiseerde professionele vormingen, voorafgaande persdienst, call centers,...) of zelfs nog behoren aan de technologieën inzake leefmilieu.

Artikel 2

De belasting heeft als basis de bruto vloeroppervlakte van de gebouwen.

Onder “bruto vloeroppervlakte” wordt verstaan, het totaal van de bedekte vloeren met uitsluiting van de lokalen die zich onder de grond bevinden en bestemd zijn voor het parkeren, als kelders, voor de technische uitrustingen en als opslagplaatsen. De afmetingen van de vloeren zijn gemeten tussen de buitenkanten van de muurgevels; de vloeren worden verondersteld doorlopend te zijn, zonder rekening te houden met een onderbreking door wanden, binnenmuren, kokers, trappenhuizen en liften.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de eigenaar van de gebouwen bestemd voor kantoren. Bij erfpacht of opstal is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de opstalgever en respectievelijk door de erfpachter en de opstalhouder. Bij vruchtgebruik is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de blote eigenaar en de vruchtgebruiker.

Bij mede-eigendom, wordt de belasting van de mede-eigenaars geëist volgens ieders aandeel ieder in deze mede-eigendom.

Artikel 4

De aanslagvoet op 1 januari 2013 wordt vastgesteld op 14€ per m² belastbare oppervlakte. Deze aanslagvoet wordt op 1 januari van de volgende jaren verhoogd met 2,5% volgens onderstaande tabel:

Dienstjaar 2014	Dienstjaar 2015	Dienstjaar 2016	Dienstjaar 2017
14,50€	15,00€	15,50€	16,00€

De belasting wordt vastgesteld op basis van het effectieve aantal bezette maanden, iedere begonnen maand zal voor haar totaliteit worden gerekend.

Artikel 5

Worden van deze belasting vrijgesteld:

- de oppervlakten die gebruikt worden door de onderwijs- en verzorgingsinstellingen (hospitalen, klinieken, poliklinieken,...) georganiseerd of betoelaagd door de overheid;
- de oppervlakten dienende voor instellingen van officieel erkende erediensten, de huizen van het lekendom of weldadigheidswerken;
- de gebouwen bestemd als kantoor waarvoor een vergunningsaanvraag voor een realistische bestemmingswijziging is aangevraagd tijdens het dienstjaar;
- de eerste 85m².

Artikel 6

Voor een welbepaald aanslagjaar laat het Gemeentebestuur een aangifteformulier worden aan de belastingplichtige, dat door hem behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van dat jaar, moet worden teruggestuurd. De belastingplichtigen die geen aangifteformulier ontvangen hebben zijn ertoe gehouden er één te vragen vóór 30 november en deze vervolgens terug te sturen op de identieke wijze als hierboven vermeld. De aangifte blijft geldig voor de volgende dienstjaren, tot herroeping.

In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen, deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Onverminderd de bepalingen van deze verordening, de nieuwe aangifte vormt de basis bij de inkohiering voor de komende jaren en herroept uitdrukkelijk het vorige aangifteformulier.

Artikel 7

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de eventuele controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 50% van de oorspronkelijke verschuldigde belasting. Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het College van Burgemeester en Schepenen per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure zou rechtvaardigen.

Artikel 8

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

Artikel 9

De belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 10

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 11

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen. Het bezwaar moet gedagtekend en ondertekend zijn door de eiser of zijn vertegenwoordiger, met vermelding van naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld, alsook het onderwerp van het bezwaar, het verslag van de feiten en de middelen.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van verval, binnen de termijn van zes maanden vanaf de

derde werkdag volgend op de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 12

Dit reglement vernietigt het in de inleiding bedoelde raadsbesluit van 27 februari 2013 en treedt in voege op 1 januari 2013.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 24 april 2013

De Gemeentesecretaris,
(g) Jacques BOUVIER

Voor eensluidend afschrift :
Schaarbeek, 30 april 2013

De Burgemeester-Voorzitter,
(g) Bernard CLERFAYT

De Adjunct Gemeentesecretaris,

De Burgemeester
In opdracht :

Marc DERO



Denis GRIMBERGHS
Schepen

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK**Séance du 24 avril 2013****Objet n° 5** de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mme Cécile Jodogne, MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mohamed Lahlali, Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, M. Frédéric Nimal, Mme Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes Lorraine de Fierlant, Dominique Decoux, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Joëlle Van Zuylen, MM. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Mme Berrin Saglam, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, Conseillers communaux; M. Jacques Bouvier, Secrétaire communal.

ABSENTS: M. Emin Ozkara, Mme Laurette Onkelinx, M. Halis Kökten, Mmes Catherine Moureaux, Isabelle Durant, Conseillers communaux.

**#Objet : Règlement taxe sur l'apposition d'affiches sur les emplacements publics - Exercices 2013 à 2015
- Modification #**

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 29 voix contre 13 et 0 abstention(s).

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117, alinéa 1er et 118, alinéa 1er;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes communales et provinciales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu les dispositions du titre VII, chapitres 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 du CIR 92 ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu sa délibération du 22 décembre 2010 votant le renouvellement et la modification du règlement relatif à la taxe sur l'apposition d'affiches sur les emplacements publics pour un terme de cinq ans expirant le 31 décembre 2015 ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 avril 2013 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

L'apposition d'affiches sur les emplacements publics appartenant à la commune de Schaerbeek ou mis à sa disposition exclusive, sera effectuée uniquement par les soins de l'administration et sera soumise au paiement d'une taxe au profit de la commune.

Les affiches seront apposées aux endroits publics désignés. Elles sont apposées dans l'ordre de leur réception et en fonction de la disponibilité des emplacements.

Article 2

Les taux de la taxe pour l'affichage public sur les emplacements publics sont fixés au 1^{er} janvier 2013 comme suit :

Avis et affiches des notaires et huissiers – Affiches commerciales:

Pour une période de 8 jours : 3,60€ (Taux 1)

Pour une période de 15 jours : 5,70€ (Taux 2)

Pour une période de 1 mois : 8,60€ (Taux 3)

Ces taux seront majorés au 1^{er} janvier de l'année suivante au taux de 2,5%, arrondis au dixième d'euro le plus proche, conformément au tableau ci-dessous :

	Exercice 2014	Exercice 2015
<u>Taux 1</u>	3,70€	3,80€

<u>Taux 2</u>	5,80€	6,00€
<u>Taux 3</u>	8,80€	9,00€

Article 3

Sont exonérées du paiement de la taxe d'affichage :

- Les affiches électorales apposées aux endroits réservés à la liste intéressée par l'administration communale à la veille d'élections;
- Les affiches annonçant des fêtes, des réjouissances, des cérémonies ou des collectes organisées sous le contrôle financier d'une Communauté, d'une Région, d'une Province, d'une commune ou d'un C.P.A.S. ; exclusivement dans un but charitable ou philanthropique;
- Les affiches relatives aux caractéristiques d'un enseignement organisé par une Communauté ou subventionné par celle-ci ou d'un établissement où un tel enseignement est dispensé;
- Les affiches apposées pour compte d'organismes que la loi exempte du paiement de toute redevance au profit de la commune;
- Les affiches dont l'apposition constitue une obligation légale ou réglementaire.

Article 4

La taxe est due par le demandeur qui aura fait parvenir à l'administration, préalablement à l'apposition des affiches, tous les éléments nécessaires à son établissement.

Article 5

La taxe est due au comptant, au jour de l'affichage, contre remise d'une preuve de paiement. A défaut, la taxe sera recouvrée par voie de rôle.

Article 6

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Article 7

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 8

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 9

Le contribuable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit devant le Collège des Bourgmestre et Echevins. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou par son représentant et mentionne les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de six mois, à dater de la date d'envoi de l'avertissement extrait de rôle ou de l'avis de cotisation ou de celle de la perception des taxes perçues autrement que par rôle.

Article 10

La présente délibération entre en vigueur le 1er janvier 2013 et abroge la délibération du 22 décembre 2010 visée dans le préambule.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 24 avril 2013

Le Secrétaire communal,
(s) Jacques BOUVIER

Le Bourgmestre-Président,
(s) Bernard CLERFAYT

Pour expédition conforme
Schaerbeek, le 30 avril 2013

Le Secrétaire communal adjoint,

Le Bourgmestre
Par délégation :

Marc DERO



Denis GRIMBERGHS
Echevin

UITREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK**Vergadering van 24 april 2013****Voorwerp nr 5 van de agenda**

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mevr. Cécile Jodogne, HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mohamed Lahlali, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, H. Frédéric Nimal, Mevr. Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, Dominique Decoux, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle Van Zuylen, HH. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Mevr. Berrin Saglam, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, Gemeenteraadsleden; H. Jacques Bouvier, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Emin Ozkara, Mevr. Laurette Onkelinx, H. Halis Kökten, Mevr. Catherine Moureaux, Isabelle Durant, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Belastingreglement op het aanplakken van affiches op openbare plaatsen - Dienstjaren 2013 tot 2015 - Wijziging #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 29 stem(men) tegen 13 en 0 onthouding(en).

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk de artikel 117, alinea 1 en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provinciale- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen; in het bijzonder artikels 91 tot 94;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken;

Gelet op de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot en met 10 van WIB 92;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het raadsbesluit van 22 december 2010 houdende de hernieuwing en de wijziging van het reglement betreffende de belasting op het aanplakken van affiches op openbare plaatsen voor een termijn van 5 jaar, vervallend op 31 december 2015;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 april 2013;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1

Het aanplakken van affiches op panelen toebehorend aan de gemeente Schaarbeek of ter hare exclusieve beschikking gesteld, die uitsluitend door toedoen van het gemeentebestuur zal gebeuren, is onderworpen aan de betaling van een belasting ten bate van de gemeente.

De affiches worden aangeplakt op de aangeduide openbare plaatsen. Zij worden aangeplakt in de volgorde van hun ontvangst en in functie van de beschikbare oppervlakten.

Artikel 2

De aanslagvoeten bij de aanplakking op openbare plaatsen zijn op 1 januari 2013 als volgt vastgesteld:

Berichten en affiches van notarissen en deurwaarders – commerciële affiches:

Voor een periode van 8 dagen: 3,60€ (Voet 1)

Voor een periode van 15 dagen: 5,70€ (Voet 2)

Voor een periode van 1 maand: 8,60€ (Voet 3)

Deze aanslagvoeten zullen op 1 januari van de volgende jaren worden verhoogd met 2,5%, afgerond naar het dichtstbijzijnde tiende van een euro, volgens onderstaande tabel:

	Dienstjaar 2014	Dienstjaar 2015
<u>Voet 1</u>	3,70€	3,80€
<u>Voet 2</u>	5,80€	6,00€
<u>Voet 3</u>	8,80€	9,00€

Artikel 3

Zijn vrijgesteld van de aanplakkingsbijdrage:

- De affiches met betrekking tot de verkiezingen aangebracht op de panelen voorbehouden aan de betrokken lijst door het gemeentebestuur in een periode voor de verkiezingen;
- De affiches die feesten, plechtigheden of omhalingen aankondigen ingericht onder het financieel toezicht en controle van een Gemeenschap, van een Gewest, van een Provincie, van een gemeente of van een O.C.M.W., en uitsluitend met een liefdadigheids- of filantropisch doel;
- De affiches in betrekking met de kenmerken van gemeenschapsonderwijs, of er door gesubsidieerd of een inrichting waar zulk een onderwijs wordt gegeven;
- De affiches aangebracht voor rekening van organismen vrijgesteld door de wet van betaling van om voor het even welke bijdrage ten voordele van de gemeente;
- De affiches waarvan het aanbrengen een wettelijke of reglementaire verplichting inhoudt.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de aanvrager, welke ertoe gehouden is het gemeentebestuur voorafgaandelijk de aanplakking, alle inlichtingen over te maken welke nodig zijn bij de berekening van de bijdrage.

Artikel 5

De belasting is contant verschuldigd, de dag van de aanplakking, tegen ontvangst van een betalingsbewijs. Bij gebrek hiervan, zal de heffing geïnd worden door middel van een kohier.

Artikel 6

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

Artikel 7

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 8

De belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 9

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen. Het bezwaar moet gedagtekend en ondertekend zijn door de eiser of zijn vertegenwoordiger, met vermelding van naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld, alsook het onderwerp van het bezwaar, het verslag van de feiten en de middelen.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van verval, binnen de termijn van zes maanden vanaf de datum van de verzending van het aanslagbiljet of deze van de inning van belastingen voor degene die niet aan de hand van een kohier werd geïnd.

Artikel 10

Dit reglement treedt in voege op 1 januari 2013 en herroept het in de inleiding bedoelde raadsbesluit van 22 december 2010.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 24 april 2013

De Gemeentesecretaris,
(g) Jacques BOUVIER

De Burgemeester-Voorzitter,
(g) Bernard CLERFAYT

Voor eensluidend afschrift :
Schaarbeek, 30 april 2013

De Adjunct Gemeentesecretaris,

De Burgemeester
In opdracht :

Marc DERO



Denis GRIMBERGHS
Schepen

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 24 avril 2013

Objet n° 6 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mme Cécile Jodogne, MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mohamed Lahlali, Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, M. Frédéric Nimal, Mme Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes Lorraine de Fierlant, Dominique Decoux, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Joëlle Van Zuylen, MM. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Mme Berrin Saglam, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, Conseillers communaux; M. Jacques Bouvier, Secrétaire communal.

ABSENTS: M. Emin Ozkara, Mme Laurette Onkelinx, M. Halis Kökten, Mmes Catherine Moureaux, Isabelle Durant, Conseillers communaux.

#Objet : Règlement fixant les centimes additionnels communaux au précompte immobilier - Exercice 2013 #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 29 voix contre 13 et 0 abstention(s).

Vu le Code des Impôts sur les Revenus 1992, notamment l'article 464,1 ;
Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1^{er}, l'article 118, alinéa 1^{er}, et l'article 260;
Vu sa délibération du 30 novembre 2011 fixant pour 2012 le taux des centimes additionnels communaux au précompte immobilier à 2.990;
Vu les dispositions du plan de gestion et compte tenu de la nécessité de garder des ressources financières suffisantes pour faire face aux besoins de notre population ;
Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 avril 2013,
Vu la situation financière de la commune,
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

A R R E T E :

Article 1. : Il sera perçu pour l'exercice 2013, 3.390 centimes additionnels communaux au précompte immobilier à charge des propriétaires de biens immobiliers imposables dans la Commune au premier janvier de l'année qui donne son nom à cet exercice.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 24 avril 2013

Le Secrétaire communal,
(s) Jacques BOUVIER

Le Bourgmestre-Président,
(s) Bernard CLERFAYT

Pour expédition conforme
Schaerbeek, le 30 avril 2013

Le Secrétaire communal adjoint,

Le Bourgmestre
Par délégation :

Marc DERO



Denis GRIMBERGHS
Echevin

UITREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 24 april 2013

Voorwerp nr 6 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mevr. Cécile Jodogne, HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mohamed Lahlali, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, H. Frédéric Nimal, Mevr. Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, Dominique Decoux, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle Van Zuylen, HH. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Mevr. Berrin Saglam, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, Gemeenteraadsleden; H. Jacques Bouvier, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Emin Ozkara, Mevr. Laurette Onkelinx, H. Halis Kökten, Mevr. Catherine Moureaux, Isabelle Durant, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Reglement vaststellend de gemeentelijke opcentiemen geheven op de onroerende voorheffing - Dienstjaar 2013 #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 29 stem(men) tegen 13 en 0 onthouding(en).

Gelet op artikel 464, 1 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen 1992;
Gelet op de nieuwe gemeentewet, bijzonder artikel 117, alinea 1, artikel 118, alinea 1 en artikel 260;
Gelet op zijn raadsbesluit van 30 november 2011 vaststellend de gemeentelijke opcentiemen geheven op de onroerende voorheffing voor het dienstjaar 2012 op 2.990;
Gelet op de bepalingen van het financiële herstelplan en de daaropvolgende aanpassingen en rekeninghoudend met de noodzaak om over de nodige financiële middelen te beschikken om aan de behoeften van onze bevolking te voldoen;
Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 april 2013,
Gelet op de financiële toestand van de gemeente,
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,
B E S L U I T:
Artikel 1 - Er worden, voor het dienstjaar 2013, 3.390 gemeentelijke opcentiemen geheven op de onroerende voorheffing ten laste van de eigenaars van onroerende goederen belastbaar in de gemeente op 1 januari van het jaar dat zijn naam geeft aan dit dienstjaar.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 24 april 2013

De Gemeentesecretaris,
(g) Jacques BOUVIER

De Burgemeester-Voorzitter,
(g) Bernard CLERFAYT

Voor eensluidend afschrift :
Schaarbeek, 30 april 2013

De Adjunct Gemeentesecretaris,

De Burgemeester
In opdracht :

Marc DERO



Denis GRIMBERGHS
Schepen

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK**Séance du 24 avril 2013****Objet n° 7** de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mme Cécile Jodogne, MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mohamed Lahlali, Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, M. Frédéric Nimal, Mme Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes Lorraine de Fierlant, Dominique Decoux, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Joëlle Van Zuylen, MM. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Mme Berrin Saglam, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, Conseillers communaux; M. Jacques Bouvier, Secrétaire communal.

ABSENTS: M. Emin Ozkara, Mme Laurette Onkelinx, M. Halis Kökten, Mmes Catherine Moureaux, Isabelle Durant, Conseillers communaux.

#Objet : Règlement redevance sur les services librement demandés - Modification #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 29 voix contre 13 et 0 abstention(s).

Vu la nouvelle loi communale et notamment l'article 117, alinéa 1 ;
 Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes, spécialement les articles 5, 6 et 13 ;
 Vu sa délibération du 24 octobre 2012 votant le renouvellement et la modification du règlement redevance sur les services librement demandés pour un terme de 5 ans ;
 Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 avril 2013 ;
 Vu la situation financière de la commune ;
 Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

A R R E T E :**Article 1**

Les services visés par le présent règlement sont assujettis au paiement des redevances suivantes :

§1.	<u>ETAT-CIVIL - POPULATION</u>	
1°	Carnet de mariage	30,00€
2°	Récépissé de demande déplacement ou d'enlèvement de monument funéraire	8,00€
3°	Adresses et renseignements puisés dans les registres de population, par adresse ou renseignement fourni	8,00€
4°	Recherches généalogiques, par heure de recherche (avec un minimum de 7€ toujours dus)	35,00€
5°	Renseignements divers fournis suivant abonnement, <u>par mois</u>	124,00€
	Le Collège des Bourgmestre et Échevins apprécie, compte tenu de l'importance du service demandé et de la charge devant en résulter pour la Commune, l'opportunité d'octroyer l'abonnement. Il détermine la périodicité de la délivrance des renseignements réclamés.	
§2.	<u>TRAVAUX - URBANISME</u>	
1°	<u>Reproduction de documents et plans d'archives par une firme extérieure</u>	
	-Photocopie noir et blanc, pour le 1 ^{er} plan : par plan suivant :	30,00€ 5,00€
	-Photocopie couleurs, par m ² de plan : (le minimum porté en compte est d'1/2 m ² et les superficies de plans sont arrondies au ½ m ² supérieur, chaque dessin ou plan étant pris séparément)	65,00€
	-Sur CD-rom : redevance fixe : . plus, en noir et blanc, par mètre courant : . plus, en couleurs, par mètre courant :	30,00€ 20,00€ 40,00€
2°	<u>Reproduction de documents divers</u>	

	-Règlement Communal d'Urbanisme	20,00€
	-Règlement Régional d'Urbanisme, par Titre (huit Titres) :	5,00€
	-(projet de) Plan Particulier d'Affectation du Sol, par plan : + frais de copie pour les prescriptions	12,50€
	- Règlement Communal d'Urbanisme Zoné	15,00€
	-Transmission électronique de document (dont la version électronique existe)	GRATUIT
3°	<u>documents relatifs aux adjudications publiques et restreintes et aux appels d'offres généraux :</u>	
	a) cahier des charges, métrés descriptions, modèles de soumission,	
	- taux fixe	5,00€
	- supplément par page ou fraction de page	0,25€
	b) plans, croquis schémas,	
	- par mètre carré ou fraction de mètre carré délivré	2,50€
4°	<u>documents relatifs aux appels d'offres restreints :</u>	
	a) cahiers des charges, métrés descriptions, modèles de soumissions,	
	- moins de 10 pages	GRATUIT
	- 10 pages	2,50€
	- supplément par page ou fraction de page au -delà de la 10 ^{ème}	0,25€
	b) plans croquis schémas,	
	- moins de 1 mètre carré	GRATUIT
	- par mètre carré ou fraction de mètre carré au-delà du mètre carré	2,50€
5°	<u>plan de la Commune sur papier opaque :</u>	
	- au 5 000 ^è	7,50€
	- au 10 000 ^è	6,20€
6°	<u>placement :</u>	
	a) de tapis de cérémonie	250,00€
	b) de plantes ornementales	124,00€
§3.	<u>SECRETARIAT</u>	
	Communication sous forme de copie de tout document administratif au sens de l'article 2, 2°, de la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes : Par page :	0,25€

Article 2

Sans préjudice des dérogations que le Collège des Bourgmestre et Échevins estimerait devoir adopter dans certains cas particuliers, le paiement de la redevance est constaté par l'apposition sur le reçu, l'écrit ou le document remis au redevable et l'annulation au moyen du sceau communal, des timbres adhésifs du modèle en vigueur pour la perception de la taxe sur la délivrance des documents administratifs.

Article 3

Les redevances prévues à l'article 1, § 1, 1° à 5° ne sont dues ni par les administrations de l'État, des Régions, des Communautés, des provinces et des communes ou les établissements d'utilité publique, ni par les organismes que la loi exempte de toutes redevances au profit des communes.

Article 4

La consignation à la caisse communale, à titre de garantie d'une somme égale à la redevance qui est exigible peut être imposée préalablement à la prestation du service demandé.

Article 5

Tous les frais d'expédition des documents et renseignements délivrés en vertu du présent règlement sont mis à charge des particuliers et des établissements privés qui les demandent, même dans le cas où la délivrance de ces documents et renseignements est gratuite. La disposition de l'article 4 s'applique au remboursement de ces frais.

Article 6

Le présent règlement entre en vigueur le cinquième jour qui suit le jour de sa publication et annule la délibération du 24 octobre 2012 visée dans le préambule.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 24 avril 2013

Le Secrétaire communal,
(s) Jacques BOUVIER

Le Secrétaire communal adjoint,

Marc DERO

Pour expédition conforme
Schaerbeek, le 30 avril 2013



Le Bourgmestre-Président,
(s) Bernard CLERFAYT

Le Bourgmestre
Par délégation :

Denis GRIMBERGHS
Echevin

UITREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK**Vergadering van 24 april 2013****Voorwerp nr 7 van de agenda**

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mevr. Cécile Jodogne, HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mohamed Lahlali, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, H. Frédéric Nimal, Mevr. Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, Dominique Decoux, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle Van Zuylen, HH. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Mevr. Berrin Saglam, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, Gemeenteraadsleden; H. Jacques Bouvier, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Emin Ozkara, Mevr. Laurette Onkelinx, H. Halis Kökten, Mevr. Catherine Moureaux, Isabelle Durant, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Retributiereglement op de vrij gevraagde diensten - Wijziging #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 29 stem(men) tegen 13 en 0 onthouding(en).

Gelet op de nieuwe gemeentewet, namelijk artikel 117, alinea 1;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten, in het bijzonder artikelen 5, 6 en 13 ;

Gelet op zijn raadsbesluit van 24 oktober 2012, welk de hernieuwing en wijziging van het retributiereglement op de vrij gevraagde diensten stemt voor een termijn van 5 jaar;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 april 2013;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

B E S L U I T :**Artikel 1**

De dienstverstrekkingen bedoeld in dit reglement worden onderworpen aan de betaling der volgende retributies:

§1. BURGERLIJKE STAND - BEVOLKING

1°	Huwelijksboekje	30,00€
2°	Ontvangstbewijs van verzoek tot oprichting of tot wegneming van een grafzerk	8,00€
3°	Adressen en inlichtingen uit de bevolkingsregisters, per afgeleverd adres of inlichting	8,00€
4°	Genealogische inlichtingen, per opzoekingsuur (met een minimum van 7,00€)	35,00€
5°	Diverse inlichtingen verschaft volgens abonnement, <u>per maand</u>	124,00€
	Het College van Burgemeester en Schepenen waardeert, rekening houdend met de belangrijkheid van de gevraagde dienst en de last die er kan uit voortvloeien voor de Gemeente, de opportuniteit voor het afleveren van het abonnement. Het bepaalt de periodiciteit van de aflevering van de geëiste inlichtingen.	
§ 2.	<u>WERKEN - STEDEBOUW</u>	
1°	<u>Reproductie van documenten en gearcheverde plannen door een externe firma:</u>	
	-Kopie in zwart / wit, voor het 1 ^{ste} plan: per bijkomend plan:	30,00€ 5,00€
	-Kleurenkopie, per m ² plan: (de minimum aangerekende oppervlakte bedraagt een 1/2 m ² en worden afgerond tot de hogere liggende 1/2m ² , iedere tekening of plan wordt afzonderlijk aanschouwd)	65,00€
	-Op CD-rom: vaste retributie: . plus, in zwart / wit, per lopende meter: . plus, in kleur, per lopende meter:	30,00€ 20,00€ 40,00€
2°	<u>Reproductie van diverse documenten</u>	
	-Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening	20,00€

	-Gewestelijk Stedenbouwkundig Verordening, per Titel (acht Titels):	5,00€
	-(basisdossier) Bijzondere Bestemmingsplan, per plan: + kopiekosten voor de voorschriften	12,50€
	-Gezoneerde gemeentelijke Stedenbouwkundig Verordening	15,00€
	-Elektronische verzending van het document (in zoverre deze elektronische versie bestaande is)	GRATIS
3°	<u>Documenten aangaande openbare en beperkte aanbestedingen en algemene offertes</u>	
	a) lastenkohier, metingen, beschrijvingen, inschrijvingsmodellen,	
	- vast bedrag	5,00€
	- supplement per bladzijde of deel van bladzijde	0,25€
	b) plannen, schetsen, schema's	
	- per vierkante meter of deel van vierkante meter afgeleverd plan	2,50€
4°	<u>Documenten aangaande beperkte offertes:</u>	
	a) lastenkohier, metingen, beschrijvingen, inschrijvingsmodellen,,	
	- minder dan 10 bladzijden	GRATIS
	- 10 bladzijden	2,50€
	- supplement per bladzijde of deel van bladzijde boven de 10de	0,25€
	b) plannen, Schetsen, schema's,	
	- minder dan één vierkante meter	GRATIS
	- per meter of deel van vierkante meter boven de vierkante meter	2,50€
5°	<u>Plan van de Gemeente op ondoorschijnend papier:</u>	
	- op 1/5000ste	7,50€
	- op 1/10.000ste	6,20€
6°	<u>Plaatsen van:</u>	
	a) ceremonietapijten	250,00€
	b) sierplanten	124,00€
§ 3.	<u>SECRETARIAAT</u>	
	Mededeling in de vorm van een kopie van een bestuursdocument volgens artikel 2, 2°, van de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten : Per bladzijde:	0,25€

Artikel 2

Ongeacht de afwijkingen, die het Schepencollege zou oordelen, in sommige speciale gevallen te moeten aannemen, wordt de betaling van de retributie vastgesteld door het aanbrengen op het ontvangstbewijs, het geschrift of het document dat aan de belastingplichtige afgegeven werd, en het waardeloos maken, door middel van de gemeentezegel, van kleefzegels van het model dat gebruikt wordt, voor de inning van de belasting op de afgifte van administratieve documenten.

Artikel 3

De bij artikel 1, §1, 1° tot 5° bedoelde retributies zijn noch verschuldigd door de administraties van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de provincies, de gemeenten, de instellingen van openbaar nut, noch door de organismen vrijgesteld door de wet van alle retributies ten gunste van de gemeenten.

Artikel 4

De bewaargeving in de gemeentekas, als waarborg, van een som die gelijk is aan de retributie die wordt ingevorderd, mag opgelegd worden vóór de uitvoering van de gevraagde dienst.

Artikel 5

Alle verzendingskosten van de uitgereikte documenten en inlichtingen worden ten laste gelegd van de natuurlijke rechtspersonen en de private instellingen die ze aanvragen zelfs in het geval waarin de afgifte van deze documenten en inlichtingen gratis is. De bepaling van het artikel 4 wordt toegepast op de terugbetaling van deze kosten.

Artikel 6

Onderhavig reglement wordt van kracht op de 5de dag volgend op de dag van publicatie en vernietigt het raadsbesluit van 24 oktober 2012 hernomen in de inleiding.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 24 april 2013

De Gemeentesecretaris,
(g) Jacques BOUVIER

Voor eensluidend afschrift :
Schaarbeek, 30 april 2013

De Adjunct Gemeentesecretaris,

Marc DERO



De Burgemeester-Voorzitter,
(g) Bernard CLERFAYT

De Burgemeester
In opdracht :

Denis GRIMBERGHS
Schepen

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 24 avril 2013

Objet n° 8 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mme Cécile Jodogne, MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mohamed Lahli, Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, M. Frédéric Nimal, Mme Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes Lorraine de Fierlant, Dominique Decoux, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Joëlle Van Zuylen, MM. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Mme Berrin Saglam, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, Conseillers communaux; M. Jacques Bouvier, Secrétaire communal.

ABSENTS: M. Emin Ozkara, Mme Laurette Onkelinx, M. Halis Kökten, Mmes Catherine Moureaux, Isabelle Durant, Conseillers communaux.

#Objet : Règlement taxe sur les immeubles subdivisés en logements multiples non conformes à la législation urbanistique du 22 décembre 2010 - Abrogation au 01/01/2013 #

LE CONSEIL COMMUNAL
Décidé, par 38 voix contre 3 et 1 abstention(s).

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;
Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;
Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes communales et provinciales ;
Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;
Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;
Vu les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du CIR 92 ;
Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;
Vu l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire (CoBAT) du 13 mai 2004 ;
Vu sa délibération du 31 mars 2010 instaurant le règlement relatif à la taxe sur les immeubles subdivisés en logements multiples non conformes à la législation urbanistique pour un terme de 5 ans, expirant le 31 décembre 2014 ;
Vu l'arrêt du Conseil d'Etat du 12 juin 2012 annulant la délibération susvisée ;
Vu sa délibération du 22 décembre 2010 modifiant le règlement relatif à la taxe sur les immeubles subdivisés en logements multiples non conformes à la législation urbanistique pour un terme de 4 ans, expirant le 31 décembre 2014 ;
Considérant la jurisprudence défavorable en la matière ;
Vu les rapports du Collège des Bourgmestre et Echevins des 5 mars et 16 avril 2013 ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
DÉCIDE :
Article 1
Le règlement-taxe sur les immeubles subdivisés en logements multiples non conformes à la législation urbanistique voté par le conseil communal en séance du 22 décembre 2010 est abrogé à partir du 1^{er} janvier 2013.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 24 avril 2013

Le Secrétaire communal,
(s) Jacques BOUVIER

Pour expédition conforme
Schaerbeek, le 30 avril 2013

Le Secrétaire communal adjoint,

Le Bourgmestre-Président,
(s) Bernard CLERFAYT

Le Bourgmestre
Par délégation :

Marc DERO



Denis GRIMBERGHS
Echevin

UITREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 24 april 2013

Voorwerp nr 8 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mevr. Cécile Jodogne, HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mohamed Lahlali, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, H. Frédéric Nimal, Mevr. Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, Dominique Decoux, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle Van Zuylen, HH. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Mevr. Berrin Saglam, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, Gemeenteraadsleden; H. Jacques Bouvier, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Emin Ozkara, Mevr. Laurette Onkelinx, H. Halis Kökten, Mevr. Catherine Moureaux, Isabelle Durant, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Belastingreglement op de gebouwen onderverdeeld in veelvoudige woningen niet conform aan de stedenbouwkundige wetgeving van 22 december 2010 - Opheffing op 01/01/2013 #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 38 stem(men) tegen 3 en 1 onthouding(en).

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van provinciale- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen; in het bijzonder artikels 91 tot 94;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken;

Gelet op de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot en met 10 van WIB 92;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het Brusselse Wetboek van Ruimtelijke Ordening van 13 mei 2004;

Gelet op zijn raadsbesluit van 31 maart 2010 houdende de invoering van het reglement betreffende de belasting op de gebouwen onderverdeeld in veelvoudige woningen niet conform aan de stedenbouwkundige wetgeving voor een termijn van 5 jaar, vervallend op 31 december 2014;

Gelet op het arrest van de Raad van State van 12 juni 2012 vernietigend het bovenvermeld raadsbesluit;

Gelet op zijn raadsbesluit van 22 december 2010 houdende de wijziging van het reglement betreffende de belasting op de gebouwen onderverdeeld in veelvoudige woningen niet conform aan de stedenbouwkundige wetgeving voor een termijn van 4 jaar, vervallend op 31 december 2014;

Overwegende de ongunstige rechtspraak in de materie;

Gelet op de verslagen van het College van Burgemeester van 5 maart en 16 april 2013;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Het belastingreglement op de gebouwen onderverdeeld in veelvoudige woningen niet conform aan de stedenbouwkundige wetgeving gestemd door de gemeenteraad op 22 december 2010 voor de dienstjaren 2011 tot 2014, is opgeheven op 1 januari 2013.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 24 april 2013

De Gemeentesecretaris,
(g) Jacques BOUVIER

De Burgemeester-Voorzitter,
(g) Bernard CLERFAYT

Voor eensluidend afschrift :
Schaarbeek, 30 april 2013

De Adjunct Gemeentesecretaris,

De Burgemeester
In opdracht :

Marc DERO



Denis GRIMBERGHS
Schepen

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK**Séance du 24 avril 2013****Objet n° 9** de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mme Cécile Jodogne, MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mohamed Lahlali, Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, M. Frédéric Nimal, Mme Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes Lorraine de Fierlant, Dominique Decoux, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Joëlle Van Zuylen, MM. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Mme Berrin Saglam, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, Conseillers communaux; M. Jacques Bouvier, Secrétaire communal.

ABSENTS: M. Emin Ozkara, Mme Laurette Onkelinx, M. Halis Kökten, Mmes Catherine Moureaux, Isabelle Durant, Conseillers communaux.

#Objet : Règlement fixant les redevances sur l'établissement et/ou la délivrance de certificats et de documents administratifs - Modification #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 29 voix contre 13 et 0 abstention(s).

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Revu sa délibération du 27 mars 2013 modifiant le règlement qui fixe les redevances sur l'établissement et/ou la délivrance de certificats et de documents administratifs ;

Considérant les charges qu'entraînent pour la commune l'établissement et/ou la délivrance de certificats et documents administratifs ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 avril 2013 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la Commune des redevances payables au comptant sur l'établissement et/ou la délivrance de certificats et documents administratifs.

Article 2

Ces redevances sont dues par les personnes physiques et morales ainsi que les institutions, auxquelles sont délivrés, d'office ou à leur demande, les certificats et pièces qui y sont assujettis, sans préjudice de toute autre contribution demandée par une autre autorité.

Article 3

Les redevances sont fixées sur base des taux suivants :

1) Cartes d'identité aux nationaux et titres de séjour aux étrangers	
a) Procédure normale :	
Pour la première délivrance ou tout renouvellement	€5,00
b) Procédure d'urgence :	
Pour toute délivrance	€20,00
c) Procédure d'extrême urgence :	
Pour toute délivrance	€40,00
d) Pour toute demande de duplicata de code visant toute carte d'identité électronique y compris la carte reprise au point 2) b)	€5,00
e) Complémentaire à la redevance prélevée en exécution des dispositions ci-dessus énoncées, une redevance cumulable de 20€ est exigée à partir de la 2 ^{ième} demande de duplicata de carte d'identité électronique y compris la carte visée au point 2) b). Ainsi, hors cas de vol, agression ou de	

force majeure, il sera perçu au 2 ^{ième} duplicata, une redevance complémentaire de 20€ ; au 3 ^{ième} duplicata, 40€ ; Cette disposition n'étant par ailleurs pas applicable aux personnes de 75 ans et plus.	
2) Pièces et certificats d'identité aux enfants belges et non-belges de moins de 12 ans	
a) Pour la délivrance de la première pièce d'identité	gratuite
- Remplacement en cas de changement de nom, prénom ou de nationalité	€1,25
- Renouvellement en cas de perte ou de détérioration	€1,25
b) Pour la délivrance de la Kids's Card (carte d'identité électronique) aux enfants belges âgés de moins de 12 ans	€3,00
Les redevances reprises aux points 1) b et 1) c sont applicables en cas de procédure d'urgence ou d'extrême urgence	
c) Pour la délivrance de tout certificat d'identité aux enfants étrangers de moins de 12 ans	€1,25
3) Passeports	
a) Procédure normale :	
Passeport adulte	€16,00
Passeport enfant	€16,00
b) Procédure d'urgence :	
Passeport adulte	€35,00
Passeport enfant	€35,00
4) Permis de conduire	
a) Procédure normale :	
Pour le permis de conduire électronique	€7,00
Pour le permis de conduire provisoire	€3,75
Duplicata	€3,75
Pour le permis de conduire international	€7,50
b) Procédure d'urgence :	
Pour toute délivrance	€25,00
5) Copie ou extrait d'acte du registre de l'Etat civil ou des registres relatifs à la nationalité	€8,00
6) Transcription d'actes étrangers	€40,00
7) Prise en charge (annexe 3bis ou annexe 32 - AR 08/10/1981)	€20,00
8) Certificats, attestations et autres pièces de toute nature comprenant :	
a) Les expéditions, copies d'acte ou de documents, légalisations de signatures, certificats de conformité et écrits constatant des autorisations ou reprenant des renseignements donnés par les autorités communales	€8,00
b) Renseignements urbanistiques :	
- délai d'obtention de 30 jours et plus	€50,00
- délai d'obtention de moins de 30 jours et plus de 7 jours	€100,00
- délai d'obtention de moins de 7 jours	€300,00
c) Les permis et certificats d'urbanisme ayant pour objet :	
- construire ou transformer avec modification de volume	€250,00
- transformer sans modification de volume	€200,00
- modifier la destination ou l'utilisation d'un bien	€150,00
- placer des dispositifs de publicité	€250,00
- placer des enseignes et/ou des dispositifs de publicité associés à l'enseigne	€125,00
- autres (abattage d'arbre à haute tige, travaux de démolition, prorogation de permis...)	€60,00

comprenant :	
- un rapport d'incidences	€300,00
- une étude d'incidences	€600,00
Les redevances précitées sont majorées de 50% en cas d'application de l'article 126/1 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (à chaque modification de la demande en cours de procédure à l'initiative du demandeur)	
d) Les permis et certificats d'environnement ayant pour objet :	
- une déclaration de classe 3 pour l'exploitation d'un chantier	€100,00
- une déclaration de classe 3 pour toute autre installation classée	€50,00
- une nouvelle demande de classe 2	€150,00
- une nouvelle demande de classe 1B	€250,00
- une nouvelle demande de classe 1A	€500,00
- une modification de permis	€100,00
- une prorogation de permis	€150,00
e) Les permis d'urbanisme et d'environnement en régularisation d'une infraction, constatée par procès-verbal :	
- avec modification du volume bâti	€1.000,00
- sans modification du volume bâti	€500,00
f) Demande de photocopies de documents d'archives en plus des frais de photocopie	€5,00
<u>Noir et blanc</u> : € 0,15 par A4 et € 0,25 par A3	
<u>Couleur</u> : € 1,00 par A4 et € 1,50 par A3	
g) Demande de confirmation de destination urbanistique et/ou du nombre de logements d'un bien	€200,00
h) Demande de renseignements « sol » relatifs aux activités à risque de pollution du sol sur une parcelle	€100,00
i) Etablissement de déclarations d'abattage pour la Fête du Sacrifice :	
- hors abattoir communal schaerbeekois	€15,00
- <u>avec rendez-vous</u> sur le site d'abattage communal schaerbeekois	€25,00
Enregistrement comme abatteur	€10,00
j) Envoi de rappels de paiement relatif à une créance non contestée (fiscale ou autre), à partir du 2 ^{ième} rappel	€15,00
9) Documents délivrés en vertu de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (sauf titre de séjour électronique)	
Par document ou par prorogation de validité de documents	€8,00
10) Permis de travail	€1,25
11) Changement	
de nom	€30,00
de prénom	€30,00
de date de naissance	€30,00
12) Autorisation de détention d'une arme à feu de défense	€25,00
13) Constitution du dossier administratif lors des demandes en vue	
a) de l'ouverture, la réouverture, la reprise, etc. des débits de boissons, restaurants, cercles privés et tout établissement public assimilé	€300,00
b) de l'étalage de marchandises sur les trottoirs et le placement de tables, chaises, etc. sur la voie publique	€50,00
c) de l'obtention d'un certificat de conformité pour l'exploitation :	
- d'un salon de prostitution	€1.500,00

- d'une « carrée »	€250,00
14) Constitution d'un dossier :	
- de nationalité	€60,00
- de régularisation sur base de l'article 9 de la loi du 15.12.1980	
a) première demande	€25,00
b) demandes ultérieures	€75,00
c) délivrance annexe 3	€25,00
- en matière de cohabitation légale	€38,00
- relatif à une demande anticipée en matière :	
d'euthanasie	€10,00
de dernières volontés en matière de sépultures et de rites	€10,00
- d'inscription après radiation d'office	€30,00
15) Une redevance d'un montant de 2.500€ sera réclamée pour la délivrance par le Bourgmestre de l'attestation préalable à l'octroi d'une licence de classe C délivrée par la Commission de jeux de hasard en vertu de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C.	

Article 4

La redevance est perçue au moment de la délivrance de la pièce.

Le paiement est constaté soit par l'apposition et l'annulation de timbres adhésifs dont la vignette est déterminée par le Collège des Bourgmestre et Echevins soit par tout autre moyen.

Tout redevable de la redevance doit en consigner le montant, dès qu'il requiert la délivrance de l'une ou l'autre pièce, si celle-ci ne peut lui être remise immédiatement.

Article 5

Sont exemptés de la redevance :

1. Les certificats et les pièces dont la délivrance est déjà soumise au paiement d'un droit au profit de la Commune, en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou d'un règlement de l'autorité; exception faite toutefois, pour les droits revenant d'office aux communes lors de la délivrance de passeports et qui sont prévus par l'article 5 du tarif III annexé à la loi du 4 juillet 1956 portant tarif des taxes consulaires et des droits de chancellerie ;
2. Les certificats et pièces délivrés aux autorités judiciaires, aux administrations de l'État, des Régions, des Communautés, des provinces, des communes ou aux établissements publics ou destinés à être produits à ces mêmes autorités à la demande de ces dernières ;
3. Les certificats et pièces destinés aux autorités judiciaires, aux administrations de l'Etat, des Régions, des Communautés, des Provinces, des communes ou aux établissements publics pour servir en matière, soit de nomination ou de désignation à des emplois, soit d'admission au bénéfice de rémunérations ou de subventions ;
4. Les certificats et pièces qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou d'un règlement quelconque de l'autorité ;
5. Les certificats et pièces délivrés à des personnes dont l'indigence est dûment constatée ou qui sollicitent le bénéfice de l'aide juridique gratuite ;
6. Les certificats et pièces délivrés pour faire titre de l'autorisation d'organiser une manifestation politique, religieuse, culturelle ou sportive ;
7. Les certificats et pièces destinés à faire titre de l'autorisation d'exercer une activité qui, comme telle, est déjà frappée d'une imposition ou d'une redevance au profit de la Commune ;
8. Les certificats et pièces attestant la composition d'un ménage en vue de l'obtention d'une réduction sur le prix du transport par les services publics ;
9. Les certificats de vie délivrés pour permettre l'encaissement de rentes, allocations sociales ou pensions ;
10. Les déclarations d'hérédité ;
11. Les expéditions, copies ou extraits des décisions du Conseil communal et du Collège des Bourgmestre et Echevins, en tant que ces décisions les concernent, aux agents et anciens agents de l'administration communale ainsi qu'à leurs ayants droits ;
12. Les passeports délivrés en exemption du droit établi au profit de l'Etat ;
13. Les cartes, titres d'identité et duplicata visés à l'article 3, points 1, 2, 4 et 9 délivrés à toute personne victime de vol pour autant qu'il soit établi à suffisance qu'une plainte sur le vol des documents concernés a été déposée auprès d'une autorité compétente pour dresser procès-verbal ;
14. Les simples attestations de présence au cimetière ou à l'hôtel communal, pour des funérailles, un mariage, etc. délivrées aux personnes concernées ;
15. Les certificats attestant la composition d'un ménage en vue de l'obtention d'un tarif téléphonique social ou

d'un logement social ou assimilé ;

16. Les certificats de bonne vie et mœurs, les légalisations de signature et les certificats de copie conforme, destinés à la recherche d'un emploi, sous réserve de présentation d'une demande d'un employeur potentiel ou d'un organisme intermédiaire agréé ;

17. La délivrance de la carte à laquelle est soumise la participation comme vendeur à une manifestation visée à l'article 7 de l'arrêté royal du 3 avril 1995 portant exécution de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics, pour la première année d'application de la nouvelle réglementation en la matière ;

18. Les documents visés à l'article 3, point 8-a, lorsqu'ils sont établis en vue de la naturalisation belge ;

19. Les documents délivrés en vertu de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement, l'éloignement des étrangers - ressortissants de l'Union Européenne ou membre de leur famille - à savoir :

- attestation d'enregistrement (annexe 8 – format papier) ;
- document attestant de la permanence du séjour (annexe 8bis – format papier) ;
- demande d'attestation d'enregistrement (annexe 19 - AR 08/10/1981) ;
- demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union Européenne (annexe 19ter - AR 08/10/1981).
- déclaration de présence (annexe 3ter - AR 08/10/1981)

20. Les documents établis en application de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes.

Article 6

Tout litige concernant la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

Le redevable qui conteste devoir la redevance qui lui est réclamée est cependant tenu d'en consigner le montant entre les mains du Receveur communal jusqu'à ce qu'il ait été statué sur sa réclamation.

Dans ce cas, le Receveur communal lui délivre gratuitement récépissé de son versement.

Article 7

Tous les frais d'expédition des certificats et des documents administratifs délivrés en vertu du présent règlement sont mis à charge des particuliers et des établissements privés qui les demandent, même dans le cas où la délivrance de ces certificats et documents est gratuite.

Article 8

Le présent règlement entre en vigueur le cinquième jour qui suit le jour de sa publication et annule la délibération du 27 mars 2013 visée dans le préambule.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 24 avril 2013

Le Secrétaire communal,
(s) Jacques BOUVIER

Le Bourgmestre-Président,
(s) Bernard CLERFAYT

Pour expédition conforme
Schaerbeek, le 30 avril 2013

Le Secrétaire communal adjoint,

Le Bourgmestre
Par délégation :

Marc DERO



Denis GRIMBERGHS
Echevin

UITREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK**Vergadering van 24 april 2013****Voorwerp nr 9 van de agenda**

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mevr. Cécile Jodogne, HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mohamed Lahlali, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, H. Frédéric Nimal, Mevr. Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, Dominique Decoux, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle Van Zuylen, HH. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Mevr. Berrin Saglam, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, Gemeenteraadsleden; H. Jacques Bouvier, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Emin Ozkara, Mevr. Laurette Onkelinx, H. Halis Kökten, Mevr. Catherine Moureaux, Isabelle Durant, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Reglement vaststellend de retributies voor de opstelling en/of afgifte van getuigschriften en administratieve stukken- Wijziging #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 29 stem(men) tegen 13 en 0 onthouding(en).

Gelet op artikel 170, §4, van de grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het raadsbesluit van 27 maart 2013 wijzigend het reglement dat de retributies vaststelt op het opmaken en/of de afgifte van getuigschriften en administratieve stukken;

Gezien de kosten voor de gemeente voortvloeiend uit het opmaken en/of uitreiken van getuigschriften en administratieve stukken;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 april 2013;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :**Artikel 1**

Er worden ten gunste van de Gemeente contant te betalen retributies vastgesteld voor de opstelling en/of afgifte van getuigschriften en administratieve stukken.

Artikel 2

Deze retributies zijn verschuldigd door de natuurlijke- en rechtspersonen, alsook door de instellingen waaraan, ambtshalve of op eigen aanvraag, getuigschriften en stukken die eraan onderhevig zijn, worden afgeleverd, zonder afbreuk te doen aan elke andere gevraagde bijdrage door een andere overheid.

Artikel 3

De retributies worden vastgesteld op grond van de hierna vermelde bedragen;

1) Identiteitskaarten aan landgenoten en verblijfsvergunningen voor vreemdelingen	
a) Normale procedure	
voor de eerste uitreiking of iedere vernieuwing	€5,00
b) Spoedprocedure	
voor iedere uitreiking	€20,00
c) Zeer dringende procedure	
voor iedere uitreiking	€40,00
d) Voor iedere aanvraag van duplicaat van code betreffende iedere elektronische identiteitskaart alsook de kaart vermeld in punt 2) b)	€ 5,00
e) Ter aanvulling van de gevraagde retributie in uitvoering van de bovenvermelde beschikkingen, wordt een cumulerende retributie gevraagd van 20€ vanaf de 2 ^{de} aanvraag van duplicaat van de elektronische identiteitskaart alsook de kaart bedoeld in punt 2b). Dus, behalve in geval van diefstal, geweld of overmacht, zal men voor de 2 ^{de} duplicaat een bijkomende retributie eisen van 20€; bij de 3 ^{de} duplicaat, 40€; ... Deze bepaling is echter niet van toepassing voor personen van 75 jaar en ouder.	
2) Identiteitsstukken aan Belgische en niet Belgische kinderen van minder dan 12 jaar	

a) voor de uitreiking van het eerste identiteitsstuk	gratis
- vervanging in geval van naam-, voornaam- of nationaliteitswijziging	€1,25
- vernieuwing in geval van verlies of beschadiging	€1,25
b) voor de uitreiking van de Kid's Card (elektronische identiteitskaart) aan de Belgische kinderen van minder dan 12 jaar	€3,00

De retributies vermeld in de punten 1) b en 1) c zijn van toepassing in geval van spoedprocedure of zeer dringende procedure.	
c) voor de uitreiking van elk ander getuigschrift van identiteit aan buitenlandse kinderen van minder dan 12 jaar	€1,25
3) Reispassen :	
a) Normale procedure	
reis pas volwassenen	€16,00
reis pas kinderen	€16,00
b) Spoedprocedure	
reis pas volwassenen	€35,00
reis pas kinderen	€35,00
4) Rijbewijzen :	
a) Normale procedure	
Voor het elektronische rijbewijs	€7,00
Voor het voorlopige rijbewijs	€3,75
Duplicaat	€3,75
Voor het internationaal rijbewijs	€7,50
b) Spoedprocedure	
Voor iedere uitreiking	€25,00
5) Afschrift of uittreksel uit de akten van het register van de burgerlijke stand of registers betreffende de nationaliteit	€8,00
6) Overschrijving van in het buitenland opgestelde akten	€40,00
7) Attest van tenlastneming (bijlage 3bis of bijlage 32 - KB 08/10/1981)	€20,00
8) Getuigschriften, bewijzen en andere stukken van alle aard, omvattende	
a) verzendingen, afschriften, uittreksels uit akten of stukken, wettigingen van handtekeningen, gelijkvormigheidattesten en geschriften vaststellend een toelating of inlichtingen hernemend, gegeven door de gemeentelijke overheden	€8,00
b) de stedenbouwkundige inlichtingen	
- afleveringstijd van 30 dagen of meer	€50,00
- afleveringstijd van minder dan 30 dagen en meer dan 7 dagen	€100,00
- afleveringstijd van minder dan 7 dagen	€300,00
c) de aanvragen om stedenbouwkundige en attesten met als voorwerp :	
- bouwen of verbouwen met volumewijziging	€250,00
- verbouwen zonder volumewijziging	€200,00
- wijziging van de bestemming of het gebruik van het goed	€150,00
- plaatsen van reclameborden	€250,00
- plaatsen van uithangborden en/of reclameborden verwijzend naar het uithangbord	€125,00
- andere (kappen van hoogstammige bomen, afbraakwerken, verlenging van vergunningen...)	€60,00
bevattende	
- een milieueffectenverslag	€300,00

- een milieueffectenstudie	€600,00
De hierboven vermelde retributies worden met 50% verhoogd in geval van toepassing van artikel 126/1 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (bij elke verandering van de aanvraag tijdens het verloop van de procedure op vraag van de aanvrager)	
d) de milieuvergunningen en certificaten met als voorwerp :	
- een aangifte van klasse 3 voor het uitbaten van een werf	€100,00
- een aangifte van klasse 3 voor elke andere ingedeelde inrichting	€50,00
- een nieuwe aanvraag van klasse 2	€150,00
- een nieuwe aanvraag van klasse 1B	€250,00
- een nieuwe aanvraag van klasse 1A	€500,00
- een verandering van vergunning	€100,00
- een verlenging van vergunning	€150,00
e) de stedenbouwkundige en milieuvergunningen ter regularisatie van een inbreuk, vastgesteld bij procesverbaal :	
- met wijziging van het bouwvolume	€1.000,00
- zonder wijziging van het bouwvolume	€500,00
f) aanvraag van fotokopieën van archiefdocumenten bovenop de fotokopiekosten	€5,00
<u>zwart en wit</u> : €0,15 per A4 en €0,25 per A3;	
<u>kleur</u> : €1,00 per A4 en €1,50 per A3;	
g) aanvraag tot bevestiging van de stedenbouwkundige bestemming en/of van het aantal wooneenheden van een gebouw	€200,00
h) inlichtingenaanvraag « bodem » betreffend een risicoactiviteit voor bodemverontreiniging op een perceel	€100,00
i) opmaak van slachtbewijzen voor het Offerfeest :	
- buiten het gemeentelijk slachthuis van Schaarbeek	€15,00
- met afspraak op het gemeentelijke slachthuis van Schaarbeek	€25,00
Inschrijving als slachter	€10,00
j) verzenden van betaalherinneringen betreffende een niet betwiste vordering (fiscaal of andere), vanaf de 2 ^{de} herinnering	€15,00
9) Documenten afgeleverd krachtens het koninklijke besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (behalve de elektronische verblijfsvergunning)	
per document of geldigheidsverlenging van documenten	€8,00
10) Arbeidsvergunning	€1,25
11) Wijziging	
van naam	€30,00
van voornaam	€30,00
van geboortedatum	€30,00
12) Toelating voor het bezit van een verdedigingsvuurwapen	€25,00
13) Samenstelling van het administratief dossier op het ogenblik van de aanvragen met het oog op	
a) de opening, de heropening, de overname enz. van dranksluiterijen, restaurants, privé-kringen en elke gelijkgestelde openbare gelegenheid	€300,00
b) op de uitstalling van goederen op de voetpaden en het plaatsen van tafels, stoelen, enz. op de openbare weg	€50,00
c) Voor het verkrijgen van een conformiteitscertificaat voor de uitbating van :	
- een prostitutie salon	€1.500,00

- een « peeskamer »	€250,00
14) Samenstelling van een dossier betreffende	
de nationaliteit	€60,00
de regularisatie op basis van artikel 9 van de wet van 15.12.1980 :	
a) eerste aanvraag	€25,00
b) volgende aanvragen	€75,00
c) aflevering bijlage 3	€25,00
de wettelijke samenwoning	€38,00
de voorafgaande wilsverklaring op gebied van :	
- euthanasie	€10,00
- laatste wens op gebied van teraardebestemming en rituelen	€10,00
de inschrijving na ambtshalve schrapping	€30,00
15) Een retributie van 2.500€ wordt in rekening gebracht bij aflevering van een attest door de burgemeester, noodzakelijk bij het verkrijgen van een licentie klasse C uitgegeven door de Kansspelencommissie volgens het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van de vergunning klasse C	

Artikel 4

De retributie wordt geïnd op het ogenblik van de afgifte van het stuk.

De betaling wordt vastgesteld ofwel door het aanbrengen van een kleefzegel die afgestempeld wordt en waarvan het vignet door het College van Burgemeester en Schepenen vastgesteld wordt ofwel door een ander middel.

Iedereen die de betaling verschuldigd is moet het bedrag van de retributie in bewaring geven, zodra hij de afgifte van om het even welk stuk vraagt, dat hem niet onmiddellijk kan afgegeven worden.

Artikel 5

Zijn van retributie vrijgesteld:

1. De getuigschriften en stukken waarvan de afgifte reeds aan het betalen van een recht ten voordele van de Gemeente onderworpen is krachtens een wet, een koninklijk besluit of door een overheidsverordening; een uitzondering wordt evenwel gemaakt voor de rechten die van overheidswege toekomen aan de gemeenten, bij afleveren van reispassen en die voorzien zijn door het artikel 5 van het tarief gevoegd bij de wet van 4 juli 1956 houdende tarief op de consulaire belastingen en de kanselarijrechten;
2. De getuigschriften en stukken afgeleverd aan de gerechtelijke overheden, aan de besturen van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de provincies, de gemeenten en de openbare instellingen of bestemd te worden opgemaakt voor deze autoriteiten op aanvraag van deze laatsten;
3. De getuigschriften en stukken bestemd voor de gerechtelijke overheden, de besturen van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de provincies, de gemeenten of de openbare instellingen om te dienen in zake benoeming of aanstelling in een betrekking, of voor toelating tot het genot van bezoldigingen of toelagen;
4. De getuigschriften en stukken welke krachtens een wet, een Koninklijk Besluit of andere overheidsverordening kosteloos door het gemeentebestuur dienen te worden afgeleverd;
5. De getuigschriften en stukken afgeleverd aan personen waarvan de behoefteigheid behoorlijk vastgesteld is of voor hen die beroep doen op kosteloze juridische bijstand;
6. De getuigschriften en stukken die afgeleverd worden om als titel te dienen voor de machtiging tot inrichting van een politieke, godsdienstige, culturele of sportmanifestatie;
7. De getuigschriften en stukken die als titel moeten dienen voor de machtiging tot het uitoefenen van een bedrijvigheid die, als dusdanig, reeds onderworpen is aan een belasting of een recht ten behoeve van de Gemeente;
8. De getuigschriften waarbij de samenstelling van een gezin vastgesteld wordt met het oog op het bekomen van een vermindering op de prijs van het openbaar vervoer;
9. De levensbewijzen afgeleverd om de inning toe te laten van renten, sociale toelagen en van pensioenen;
10. Erfrechtverklaringen;
11. De verzendingen, afschriften of uittreksels van beslissingen van de Gemeenteraad en van het College van Burgemeester en Schepenen, afgeleverd voor zover die beslissingen hen betreffen, aan aangestelden of gewezen aangestelden van het gemeentebestuur, en aan hun rechthebbenden;
12. De reispassen afgeleverd in vrijstelling van het recht ten voordele van de Staat;
13. De kaarten, de identiteitsbewijzen en de duplicaten bedoeld in artikel 3, punt 1, 2, 4 en 9, voor iedereen die slachtoffer is van diefstal voor zover op voldoende wijze wordt vastgesteld dat klacht werd ingediend voor de diefstal van de betreffende documenten bij een instantie bevoegd voor het opstellen van een proces-verbaal;
14. De gewone bewijzen van aanwezigheid op het kerkhof of in het gemeentehuis voor een begrafenis, een

huwelijk, enz. afgeleverd aan belanghebbende personen;

15. De getuigschriften bewijzend de samenstelling van het gezin met het oog op het bekomen van een sociaal telefoontarief of een sociale woongelegenheid of dergelijke;

16. De attesten van goed gedrag en zeden, de wettigingen van handtekening evenals de attesten voor eensluidend afschrift, nodig voor het zoeken van werk, onder voorbehoud van voorlegging van een werkaanbod van een mogelijke werkgever of van een erkende tussenpersoon;

17. De afgifte van de kaart waaraan de deelname als verkoper aan een manifestatie bedoeld in artikel 7 van het Koninklijk Besluit van 3 april 1995 tot uitvoering van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten, voor het eerste jaar van toepassing van de nieuwe reglementering terzake;

18. De documenten geïsoleerd in artikel 3, punt 8-a, als ze opgesteld en/of afgeleverd worden met het oog op de Belgische naturalisatie.

19. De documenten afgeleverd in uitvoering van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen - onderdaan van de Europese Unie of een lid van zijn familie - hetzij;

- verklaring van inschrijving (bijlage 8 – papier versie)

- document ter staving van duurzaam verblijf (bijlage 8bis – papier versie)

- aanvraag van een verklaring van inschrijving (bijlage 19 – KB 08/10/1981)

- aanvraag van de verblijfskaart van een familielid van een onderdaan van de Europese Unie (bijlage 19ter – KB 08/10/1981)

- melding van aanwezigheid (bijlage 3ter - KB 08/10/1981)

20. De documenten die opgesteld worden in toepassing van de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen.

Artikel 6

Iedere betwisting betreffende de retributie zal behandeld worden door de bevoegde burgerlijke rechtbank.

De belastingplichtige die de betaling van de retributie die van hem gevorderd wordt, betwist, is er echter toe gehouden het bedrag van in bewaring te geven in handen van de Gemeenteontvanger, tot dat over zijn bezwaar uitspraak gedaan wordt.

Artikel 7

Alle verzendingskosten van de getuigschriften en de administratieve stukken, uitgereikt krachtens het onderhavige reglement, zijn ten laste van de natuurlijke rechtspersonen en de private instellingen die ze aanvragen zelfs in het geval waarin de afgifte van deze getuigschriften en documenten gratis is. De bepalingen van de artikelen 5 en 6 worden toegepast op de terugbetaling van deze kosten.

Artikel 8

Onderhavig reglement wordt van kracht op de 5de dag volgend op de dag van publicatie en vernietigt het raadsbesluit van 27 maart 2013 hernomen in de inleiding.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 24 april 2013

De Gemeentesecretaris,
(g) Jacques BOUVIER

Voor eensluidend afschrift :
Schaarbeek, 30 april 2013

De Adjunct Gemeentesecretaris,

De Burgemeester-Voorzitter,
(g) Bernard CLERFAYT

De Burgemeester
In opdracht :

Marc DERO



Denis GRIMBERGHS
Schepen

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 24 avril 2013

Objet n° 18 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mme Cécile Jodogne, MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mohamed Lahlali, Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, M. Frédéric Nimal, Mme Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes Lorraine de Fierlant, Dominique Decoux, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Joëlle Van Zuylen, MM. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Mme Berrin Saglam, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, Conseillers communaux; M. Jacques Bouvier, Secrétaire communal.

ABSENTS: M. Emin Ozkara, Mme Laurette Onkelinx, M. Halis Kökten, Mmes Catherine Moureaux, Isabelle Durant, Conseillers communaux.

#Objet : Règlement général sur les outils de travail mis à disposition des membres du Collège - Modifications #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 32 voix contre 0 et 10 abstention(s).

Vu l'ordonnance du 12 janvier 2006 sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois, et plus particulièrement son article 10, deuxième alinéa ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Les membres du conseil communal ne bénéficient ni d'avantage de quelque nature que ce soit, ni de frais de représentation à charge de la commune.

Les membres du Collège des Bourgmestre et Echevins ne bénéficient pas d'avantage de quelque nature que ce soit. Ils ne bénéficient d'aucune allocation forfaitaire destinée à couvrir leur frais de représentation. Toutefois, ces frais, dont le montant maximum est fixé par le Conseil Communal lors de l'adoption du budget à l'article 101/123-BG-16/01, leur sont remboursés moyennant justificatif(s).

Article 2 : Il est mis à la disposition des Bourgmestre et Echevins les outils de travail suivants :

- a) un cabinet de travail équipé, outre les meubles meublants, le matériel de bureau courant en ce compris un téléphone fixe ;
 - b) un forfait compensant leurs frais de déplacement professionnel calculé conformément à la décision du conseil communal du 21 mai 2003 ;
 - c) un appareil portable de téléphonie et/ou de communication électronique dont l'abonnement et les communications sont prises en charge par la commune *selon les modalités fixées à l'article 3.*
 - d) un ordinateur portable *et/ou un dispositif de communication électronique mobile permettant de se connecter aux données communales depuis le cabinet de travail ou, de façon sécurisée, depuis un réseau privé externe.*
 - e) un véhicule communal avec chauffeur sur demande et selon les disponibilités pour les besoins de service.
 - f) des enveloppes, papier à lettre en ce compris les frais d'envoi, pour le courrier non-administratif envoyés en qualité de membre du Collège, à concurrence des crédits inscrits à l'occasion du vote du budget
- Il est loisible, pour les membres du Collège, d'utiliser leurs appareils portables ou dispositif de communication électronique mobile personnels en lieu et place de ceux prévus au points c) et d). En ce cas, les conditions d'abonnement et de prise en charge des frais de communication restent régies par les dispositions de l'article 3 ci-après.*

Article 3:

Afin de permettre les communications téléphoniques et de données entre les appareils visés à l'article 2 c) et d), la commune souscrita un ou plusieurs abonnements de type « split billing » auprès de l'opérateur désigné par ses soins. Le Collège fixera le montant forfaitaire d'intervention.

Article 4 : Conformément à l'article 12 de la nouvelle loi communale, les conseillers communaux perçoivent un jeton de présence lorsqu'ils assistent aux réunions du conseil communal et aux réunions des commissions dont ils sont membres, calculé comme suit :

-100 euro pour l'assistance aux réunions du Conseil Communal répartis à raison de 70 euro pour la participation au vote nominal en fin de séance publique et 30 euro pour le comité secret moyennant signature d'une liste de présence par le conseiller communal.

- 50 euro pour l'assistance aux réunions des commissions dont ils sont membres

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 24 avril 2013

Le Secrétaire communal,
(s) Jacques BOUVIER

Le Bourgmestre-Président,
(s) Bernard CLERFAYT

Pour expédition conforme
Schaerbeek, le 30 avril 2013

Le Secrétaire communal adjoint,

Le Bourgmestre
Par délégation :

Marc DERO



Adelheid BYTTEBIER
Echevin

UITREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 24 april 2013

Voorwerp nr 18 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mevr. Cécile Jodogne, HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mohamed Lahlali, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, H. Frédéric Nimal, Mevr. Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, Dominique Decoux, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle Van Zuylen, HH. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Mevr. Berrin Saglam, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, Gemeenteraadsleden; H. Jacques Bouvier, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Emin Ozkara, Mevr. Laurette Onkelinx, H. Halis Kökten, Mevr. Catherine Moureaux, Isabelle Durant, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Algemeen reglement op de werkinstrumenten die ter beschikking gesteld wordt aan de leden van het College - Wijzigingen #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 32 stem(men) tegen 0 en 10 onthouding(en).

Gelet op de ordonnantie dd 12 januari 2006 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen, en in het bijzonder zijn artikel 10, tweede alinéa;

BESLUIT :

Artikel 1 : De leden van de gemeenteraad genieten noch van voordelen, in welke vorm dan ook, noch van representatiekosten ten laste van de gemeente.

De leden van het College van Burgemeester en Schepenen genieten niet van voordelen, in welke vorm dan ook. Zij genieten ook niet van een forfaitaire vergoeding die als doel heeft hun voordrachtskosten te dekken.

Niettegenstaande, worden kosten, waarvan het maximum bedrag vastgesteld wordt door de gemeenteraad tijdens de stemming op de begroting en meer bepaald door de stemming op artikel 101/123-BG-16/01, mits bewijsstukken, terugbetaald.

Artikel 2 : Volgende werkmiddelen worden ter beschikking gesteld van de Burgemeester en de Schepenen :

a) een uitgerust werkkabinet, waartoe ook, samen met het meubilair, het gewone bureaumateriaal en een vaste telefoon behoren

b) een forfaitair bedrag teneinde de kosten, ten gevolge van hun verplaatsingen binnen het uitoefenen van hun werk, te vergoeden, en dit conform een raadsbesluit van 21 mei 2003

c) een draagbare telefoon en/of elektronisch communicatietoestel waarvan het abonnement en de communicatiekosten ten laste vallen van de gemeente volgens de in artikel 3 bepaalde modaliteiten .

d) een draagbare computer en/of een draagbaar elektronisch communicatietoestel waarmee het mogelijk is zich in te loggen op de gegevens van de gemeente vanuit het werkkabinet of , op een beveiligde manier , vanuit een extern privé netwerk.

e) een gemeentevoertuig met bestuurder op aanvraag en volgens de beschikbaarheid en de behoefte van de dienst

f) omslagen, briefpapier en daarbij de verzendkosten voor de niet administratieve zendingen die verstuurd worden in naam van het College, en indien zij het ingeschreven krediet dat goedgekeurd werd tijdens de stemming van de begroting, niet overschrijden

De leden van het college hebben de keuze hun persoonlijke draagbare toestellen of draagbaar elektronisch communicatietoestel te gebruiken in plaats van deze voorzien onder c) en d) . In dat geval worden de abonnementsvoorwaarden en de terugbetalingen van de communicatiekosten geregeld zoals bepaald in artikel 3.

Artikel 3 : Teneinde het telefonisch verkeer en de uitwisseling van gegevens tussen de onder artikel 2 c) en d) bedoelde apparaten mogelijk te maken zal de gemeente een of meerdere abonnementen onderschrijven van het type "split-billing" bij een door haar aangewezen operator. Het college zal een forfaitair bedrag voor de tussenkomst vastleggen .

Artikel 4 : Conform artikel 12 van de nieuwe gemeentewet, ontvangen de gemeenteraadsleden presentiegelden wanneer zij deelnemen aan gemeenteraad- en commissievergaderingen waarvan zij lid zijn. Deze gelden worden als volgt berekend :

- 100 € voor het bijwonen van een raadsvergadering verdeeld als volgt : 70 € voor de deelname aan de hoofdelijke stemming op het einde van de openbare vergadering en 30 € voor de besloten vergadering mits de presentielijst getekend wordt door het gemeenteraadslid

- 50 € voor de deelneming aan de commissies waarvan zij lid zijn.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 24 april 2013

De Gemeentesecretaris,
(g) Jacques BOUVIER

De Burgemeester-Voorzitter,
(g) Bernard CLERFAYT

Voor eensluidend afschrift :

De Adjunct Gemeentesecretaris,

Schaarbeek, 30 april 2013

De Burgemeester
In opdracht :

Marc DERO



Adelheid BYTTEBIER
Schepen

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 24 avril 2013

Objet n° 32 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mme Cécile Jodogne, MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mohamed Lahlali, Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, M. Frédéric Nimal, Mme Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes Lorraine de Fierlant, Dominique Decoux, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Joëlle Van Zuylen, MM. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Mme Berrin Saglam, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, Conseillers communaux; M. Jacques Bouvier, Secrétaire communal.

ABSENTS: M. Emin Ozkara, Mme Laurette Onkelinx, M. Halis Kökten, Mmes Catherine Moureaux, Isabelle Durant, Conseillers communaux.

#Objet : Modification du Règlement général sur la police des transports funèbres, inhumations, cimetière et caveaux d'attente #

LE CONSEIL COMMUNAL
Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Vu la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures et ses modifications subséquentes ;
Vu les articles 114 et 117 de la nouvelle loi communale ;
Vu le règlement général sur la police des transports funèbres, inhumations et cimetière du 29 mars 1973, modifié en dernier lieu le 27 octobre 2010 ;
Considérant la nécessité d'apporter certaines modifications au règlement général sur la police des transports funèbres, inhumations, cimetière et caveaux d'attente ;
Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Arrête:

REGLEMENT GENERAL SUR LA POLICE DES TRANSPORTS FUNEBRES, INHUMATIONS, CIMETIERE ET CAVEAUX D'ATTENTE - MODIFICATIONS

Chapitre I
Dispositions générales

Article 1er :

Il est tenu au bureau des inhumations un registre dans lequel sont inscrits, jour par jour, sans blanc, ni lacune, toutes les inhumations, tous les dépôts de cendres en columbarium ou en terre ainsi que toutes les dispersions de cendres ayant lieu au cimetière communal. Y sont mentionnés en outre, le lieu détaillé de la sépulture et tous renseignements utiles au service.

Chapitre II
De la police des cimetières – Dispositions générales

Article 25 :

Aucune exhumation, à l'exception de celles ordonnées par l'autorité judiciaire, ne peut être effectuée qu'avec l'autorisation expresse du bourgmestre.

Aucune demande d'exhumation ne sera accordée en période hivernale, du 1^{er} octobre au 31 mars inclus, à l'exception de celles ordonnées par l'autorité judiciaire.

(...)

Article 34 :

Le cimetière est ouvert au public de 8 h à 16 h 15, sauf exceptions à prescrire par le collège des bourgmestre et échevins.

Le bureau de renseignements est accessible au public de 8 h à 12 heures et de 13 h à 16 heures, sauf dispense accordée en vertu de l'article 5 alinéa 3.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus le cimetière est ouvert au public les samedis, les dimanches et jours fériés de 8 h 30 à 16 h 15.

L'accès des véhicules est autorisé dans l'enceinte du cimetière, tout en respectant le code de la route.

Article 34 bis :

Le conservateur du cimetière ou son adjoint peut en concertation avec l'autorité qui a la gestion du cimetière dans ses attributions, en ordonner la fermeture en cas de nécessité due à un risque sérieux de tempête annoncée par l'Institut Royal Météorologique et pour autant que des vitesses de vents supérieures à 80 km/h soient annoncées (Alerte orange).

Un avis de fermeture signalant la tempête sera apposé à l'entrée du cimetière.

Le cimetière ne sera rouvert qu'après inspection, nettoyage et sécurisation des lieux.

Article 51 :

Les monuments à placer sur toutes concessions de sépulture, peuvent comporter une corbeille perçant les semelles de part en part. Ces corbeilles ne pourront déborder les limites du monument, ni fragiliser la structure du monument.

(...)

Les articles 2 à 24, 26 à 33, 35 à 50 et 52 à 83 sont inchangés.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 24 avril 2013

Le Secrétaire communal,

(s) Jacques BOUVIER

Le Secrétaire communal adjoint,

Marc DERO

Pour expédition conforme
Schaerbeek, le 30 avril 2013



Le Bourgmestre-Président,

(s) Bernard CLERFAYT

Le Bourgmestre

Par délégation :

Bernard GUILLAUME
Echevin

UITREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 24 april 2013

Voorwerp nr 32 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mevr. Cécile Jodogne, HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mohamed Lahlali, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, H. Frédéric Nimal, Mevr. Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, Dominique Decoux, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle Van Zuylen, HH. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Mevr. Berrin Saglam, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, Gemeenteraadsleden; H. Jacques Bouvier, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Emin Ozkara, Mevr. Laurette Onkelinx, H. Halis Kökten, Mevr. Catherine Moureaux, Isabelle Durant, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Wijziging van het algemeen reglement betreffende de politie over het lijkenvervoer, de begravingen, de begraafplaats en de wachtkelders #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Gelet op de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging en zijn daaropvolgende wijzigingen ;
Gelet op de artikels 114 en 117 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op het Algemeen reglement betreffende de politie over het lijkenvervoer, de begravingen en de begraafplaats van 29 maart 1973, en zijn daaropvolgende wijzigingen;
Overwegende de noodzakelijkheid van de verschillende wijzigingen aan te brengen aan het algemeen reglement betreffende de politie over het lijkenvervoer, de begravingen, de begraafplaats en de wachtkelders ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Besluit :

ALGEMEEN REGLEMENT BETREFFENDE DE POLITIE OVER HET LIJKENVERVOER, DE BEGRAVINGEN, DE BEGRAAFPLAATS EN DE WACHTKELDERS - WIJZIGINGEN

Titel I : De begravingen

Hoofdstuk I

Algemene beschikkingen

Artikel 1 : Op het bureau van de begrafenisdienst wordt een register gehouden waarin dagelijks, zonder enig wit vak, of kloof, alle begravingen, bijzettingen in het columbarium of in volle grond en alle asverstrooiingen op de gemeentelijke begraafplaats worden genoteerd. Daarin word bovendien vermeld : de juiste ligging van het graf alsmede alle inlichtingen die de dienst van nut zijn.

Hoofdstuk II

Formaliteiten die de begrafenis of de lijkverbranding voorafgaan

Artikel 25 : Tot geen enkele opgraving mag worden overgegaan zonder de uitdrukkelijke toelating van de burgemeester, uitgezonderd die bevolen door de gerechtelijke overheid.

Tot geen enkele aanvraag tot opgraving mag worden toegelaten gedurende de winterperiode, van 1 oktober tot en met 31 mars, uitgezonderd die bevolen door de gerechtelijke overheid.

(...)

Artikel 34 :

De begraafplaats is toegankelijk voor het publiek van 8 tot 16 u 15', behoudens uitzonderingen door het College van burgemeester en schepenen te bepalen. Het bureau voor inlichtingen is toegankelijk voor het publiek van 8 tot 12 uur en van 13 tot 16 uur, behoudens vrijstelling verleend ingevolge artikel 5 alinea 3.

In afwijking van voorgaande beschikkingen is de begraafplaats toegankelijk op zaterdagen, zon- en feestdagen van 8 u 30' tot 16 u 15'.

De toegang van voertuigen binnen de muren van de begraafplaats is toegestaan, mits naleving van de wegcode.

Artikel 34 bis :

De bewaarder van de begraafplaats of zijn afgevaardigde mag, in onderhandeling met de overheid die het beheer van de begraafplaats in zijn bevoegdheden heeft, de sluiting ervan bevelen in geval van volstrekte noodzaak, te wijten aan een serieuze stormweerrisico voorspeld door het Koninklijk Meteorologisch Instituut van België en als er hogere windsnelheden dan 80 km per uur worden voorspeld.

Een bericht van sluiting met melding "storm" zal aan de ingang van de begraafplaats geplaatst worden.

De begraafplaats zal terug worden geopend na inspectie, opruiming en de nodige beveiliging van de plaatsen.

Artikel 51 :

Doorheen de zerk der monumenten die op de grafconcessies geplaatst worden, mag een opening aangebracht worden voor de aanleg van een bloemperkje. Deze bloemperkjes mogen de afmetingen van het monument niet overschrijden, noch de structuur van het monument verzwakken.

(...)

De artikelen 2 tot 24, 26 tot 33, 25 tot 50 en 52 tot 83 blijven onveranderd.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 24 april 2013

De Gemeentesecretaris,

(g) Jacques BOUVIER

De Adjunct Gemeentesecretaris,

Marc DERO

Voor eensluidend afschrift :
Schaarbeek, 30 april 2013



De Burgemeester-Voorzitter,
(g) Bernard CLERFAYT

De Burgemeester
In opdracht :

Bernard GUILLAUME
Schepen

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 24 avril 2013

Objet n° 33 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mme Cécile Jodogne, MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mohamed Lahlali, Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, M. Frédéric Nimal, Mme Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes Lorraine de Fierlant, Dominique Decoux, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Joëlle Van Zuylen, MM. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Mme Berrin Saglam, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, Conseillers communaux; M. Jacques Bouvier, Secrétaire communal.

ABSENTS: M. Emin Ozkara, Mme Laurette Onkelinx, M. Halis Kökten, Mmes Catherine Moureaux, Isabelle Durant, Conseillers communaux.

#Objet : Règlement sur l'octroi des concessions - Modifications #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Vu la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures, et ses modifications subséquentes ;
Vu les articles 114 et 117 de la nouvelle loi communale;
Vu le règlement général sur la police des transports funèbres, inhumations et cimetière du 29 mars 1973, modifié en dernier lieu le 27 octobre 2010 ;
Vu le règlement sur les concessions de sépulture du 12 octobre 1972, modifié en dernier lieu le 28 mars 2006 ;
Considérant les différentes modifications à apporter au Règlement sur l'octroi des concessions ;
Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Chapitre III

Des concessions de 50 ans

Article 18 : Une concession individuelle de 50 ans de 2 m², peut être transformée respectivement en collective pour deux ou trois corps ou pour deux ou trois urnes.

Une concession collective pour 2 corps ou 2 urnes peut être transformée respectivement en concession collective pour 3 corps ou 3 urnes.

Lorsqu'un corps est remplacé par une urne dont les dimensions de l'enveloppe extérieure n'excèdent pas celles d'un cube de 50 cm de côté, la concession pourra accueillir une seconde urne répondant aux mêmes conditions.
Sans préjudice de l'article 2 du présent règlement, la durée de la concession transformée ne parachèvera que la durée de la concession d'origine.

Chapitre III bis

Du columbarium

Article 24 bis : (...)

Afin d'en respecter l'uniformité, rien ne pourra être fixé aux cellules du columbarium, à l'exception d'un vase flûte pour fleurs avec support en bronze à se procurer auprès de la Commune et d'une photo ovale, de type médaillon en porcelaine, de dimensions 8 x 10 cm, non fournie par la commune. L'achat de ces ornements restera à charge de la famille. La pose sera effectuée par le personnel du cimetière.

(...)

Article 24 ter : (...)

Cette plaquette sera fournie par la Commune, placée et gravée par ses soins, moyennant le paiement du tarif prévu à l'article 2 f) du Règlement-tarif général des concessions. »

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 24 avril 2013

Le Secrétaire communal,
(s) Jacques BOUVIER

Le Bourgmestre-Président,
(s) Bernard CLERFAYT

Pour expédition conforme
Schaerbeek, le 30 avril 2013

Le Secrétaire communal adjoint,

Le Bourgmestre
Par délégation :

Marc DERO



Bernard GUILLAUME
Echevin

UITREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 24 april 2013

Voorwerp nr 33 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mevr. Cécile Jodogne, HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mohamed Lahlali, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, H. Frédéric Nimal, Mevr. Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, Dominique Decoux, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle Van Zuylen, HH. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Mevr. Berrin Saglam, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, Gemeenteraadsleden; H. Jacques Bouvier, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Emin Ozkara, Mevr. Laurette Onkelinx, H. Halis Kökten, Mevr. Catherine Moureaux, Isabelle Durant, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Reglement op het verlenen van concessies - Wijzigingen #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Gelet op de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging en zijn daaropvolgende wijzigingen ;
Gelet op de artikels 114 en 117 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op het Algemeen reglement betreffende de politie over het lijkenvervoer, de begravingen en de begraafplaats van 29 maart 1973, voor het laatst gewijzigd op 27 oktober 2010 ;
Gelet op het reglement betreffende de grafconcessies van 12 oktober 1972, voor het laatst gewijzigd op 28 maart 2006 ;
Overwegende de verschillende wijzigingen aan te brengen aan het reglement op het verlenen van concessies ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Besluit :

Hoofdstuk III

Concessies voor 50 jaar

Artikel 18 : Een oorspronkelijke individuele concessie voor 50 jaar van 2 m² mag omgevormd worden in een gemeenschappelijke concessie voor twee of drie lijken of voor twee of drie urnen. Een gemeenschappelijke concessie voor twee lijken of voor twee urnen mag omgevormd worden in een gemeenschappelijke concessie voor respectievelijk drie lijken of drie urnen.

Als een lijk vervangen is door een urne waarvan de afmetingen van het omhulsel die van een kubus van 50 cm zijde niet overschrijden, mag niettemin nog een urne, die aan dezelfde voorwaarden beantwoordt, toegevoegd worden.

Onverminderd artikel 2 van huidig reglement, zal de duur van de omgevormde concessie enkel de duur van de oorspronkelijke concessie voltooien.

Hoofdstuk III bis

Columbarium

Artikel 24 bis : (...)

Teneinde de eenvormigheid te behouden, zal er niets aan de nissen mogen vastgehecht worden, uitgezonderd *een fluitvormige bloemenvaas met bronzen houder, aan te schaffen bij de gemeente en een ovale foto van het soort porcelainen medaillon, van 8 cm x 10 cm niet verschaft door de gemeente.* De aankoop van deze ornamenten zijn ten laste van de familie. De plaatsing zal gebeuren door het personeel van de begraafplaats.
(...)

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 24 april 2013

De Gemeentesecretaris,
(g) Jacques BOUVIER

De Burgemeester-Voorzitter,
(g) Bernard CLERFAYT

Voor eensluidend afschrift :
Schaarbeek, 30 april 2013

De Adjunct Gemeentesecretaris,

De Burgemeester
In opdracht :

Marc DERO



Bernard GUILLAUME
Schepen